

Article paru dans : Sala Pala Valérie, Arnaud, Lionel, Ollitrault, Sophie, Rétif, Sophie (dirs.), *L'action collective face à l'imbrication des rapports sociaux. Classe, ethnicité, genre*. Paris, l'Harmattan, Collection Logiques sociales, 2009. pp 97-116.

A qui appartiennent les femmes?

L' « arraisonnement des femmes » par les mouvements sociaux mixtes et leur possible autonomisation : une analyse féministe

Jules Falquet

« Arraisonner quelqu'un, c'est en vieux français tenter de le persuader, argumenter pour lui faire entendre raison. En termes de marine marchande et de police sanitaire, arraisonner un navire, c'est l'interpeller, interrompre sa route pour le contrôler. Ainsi, c'est de la double face, matérielle et mentale, du contrôle et de la manipulation des femmes [dont il est question]. » (Mathieu, 1985)

Pour un ensemble de raisons, démographiques (il s'agit de la moitié de la population mobilisable), pratiques (il s'agit d'une force de travail militant particulièrement dévouée et efficace), financières (elles émeuvent l'opinion publique nationale et internationale pour obtenir des fonds et luttent presque toujours de manière bénévole) et symboliques (elle sont la clé de la légitimation « morale » des luttes), le groupe social des femmes constitue une importante ressource politique pour les mouvements sociaux. Pourtant, la mixité ne va pas de soi (Kergoat *et al.*, 1992). En effet, les rapports sociaux de sexe qui existent dans la société (ou les catégories sociales) où se développent ces mouvements, modèlent profondément leur forme et surtout leurs revendications, leurs objectifs et leur portée politique. Or, la plupart de ces mouvements, tout en cherchant à mobiliser les femmes, reproduisent en leur sein des rapports sociaux de sexe patriarcaux et ne prennent guère en compte leurs intérêts *en tant que femmes*.

Les mouvements réputés progressistes ou révolutionnaires n'échappent guère à cette tendance, ainsi que l'ont montré Maxine Molyneux (1985) pour le Nicaragua ou Margaret Randall (1992) dans le cas du Nicaragua, de Cuba et de l'Union soviétique¹. C'est également ce que j'ai constaté à propos de la guérilla salvadorienne, du mouvement néo-zapatiste au Mexique et du Mouvement des Sans Terre au Brésil. J'ai montré que ces mouvements étaient basés sur une division sexuelle du travail militant-révolutionnaire tout à fait patriarcale, qu'ils s'appuyaient sur des structures familiales également patriarcales et enfin, qu'ils n'avaient guère de réflexion critique sur les implications de genre des « cultures » qu'ils défendaient (Falquet, 2005). Il existe pourtant des alternatives. En effet, le groupe social des femmes est aussi le sujet collectif potentiel des mouvements féministes (Galerand, 2006), qui répondent aux intérêts des femmes en tant que telles.

La question que l'on peut donc se poser est la suivante : pourquoi donc tant de femmes participent-elles dans des mouvements sociaux d'inspiration classiste, nationaliste, culturelle ou

¹ Pour la mobilisation du genre dans les mouvements d'inspiration nationaliste-ethnique, on verra les très importants travaux de Nira Yuval Davis (1997).

« ethnique » qui prennent si peu et si mal en compte leurs intérêts comme femmes ? Nicole-Claude Mathieu a apporté des éléments de réponse en proposant le concept de « l'arraisonnement des femmes » et en travaillant sur les déterminants sociaux de leur « conscience dominée » (1985).

Je propose de poursuivre ces réflexions en analysant ici comment un vaste mouvement se proclamant révolutionnaire, avec comme perspective dominante la classe² (la guérilla salvadorienne entre 1970 et 1994), a tenté d'« arraisonner les femmes » (le FMLN³ comptait approximativement un tiers de femmes dans ses rangs). Ayant déjà largement décrit les *pratiques* de la guérilla sur le plan de la division sexuelle du travail (Falquet, 1996, 1997b, 2003b), j'étudierai ici surtout le *discours* du FMLN et l'injonction faite aux femmes à « faire bloc » autour de son projet⁴.

Je montrerai ensuite comment certaines femmes ont pris progressivement leur autonomie organisationnelle et idéologique pour faire valoir leurs propres conceptions du projet révolutionnaire, non pas en fonction d'une identité qu'elles découvriraient soudain, mais en fonction d'un *projet* et d'un *contexte historique et politique concret* qui leur a permis de le faire. J'approfondirai ainsi la réflexion en l'ancrant dans la matérialité et le dynamisme des processus de construction et de légitimation de mouvements sociaux se livrant une lutte serrée pour l'hégémonie (notamment les mouvements « populaires » face aux mouvements de femmes et féministes). Cette perspective devrait aider à penser l'imbrication des rapports sociaux (de sexe, « race » et classe) en termes politiques et non pas identitaires ou psychologiques.

1. Le discours du FMLN sur « la question des femmes » : fusion dans le peuple, sacrifice et surcroît de travail

En vue de gagner une guerre destinée à prendre le pouvoir d'Etat, le FMLN cherche à construire une large corrélation de forces. Les femmes sont donc les bienvenues, à une seule condition : qu'elles se soumettent à l'hégémonie de l'alliance populaire paysanne-ouvrière — c'est-à-dire aux intérêts révolutionnaires du peuple définis par le FMLN, qui en est l'avant-garde. Nous analyserons ici son discours sur les femmes. Certes, ce discours a été en partie produit par des femmes. Il n'était pas monolithique et s'est constamment réorganisé en plus de vingt ans de lutte et selon qu'il était énoncé dans les fronts urbains ou ruraux, dans les organisations « civiles », les structures militaires ou encore pour la « solidarité ». Par ailleurs, au-delà du discours, les pratiques sont également très importantes (Falquet 1996, 1997b et 2003b). Cependant, ce discours du FMLN est particulièrement intéressant car il articule et illustre plusieurs points-clés des tentatives du parti pour « arraisonner les femmes ».

² Au Salvador, la population possède une certaine homogénéité ethnique : la population Noire a longtemps été interdite d'installation et la population indienne a été terrorisée et décimée, notamment lors du massacre anti-communiste et anti-paysan de 1932. C'est pourquoi, sur le plan politique, la question de la « race » n'a guère émergé.

³ Le Front Farabundo Martí pour la Libération Nationale (FMLN) se forme en 1980 en unissant les 5 organisations politico-militaires de guérilla apparues tout au long des années 70 (par ordre de poids politique et numérique : Forces Populaires de Libération (FPL), Armée Populaire Révolutionnaire (ERP), Forces Armées pour la Libération Parti Communiste (FAL-PC), Résistance Nationale (RN) et Parti Révolutionnaire des Travailleurs Centraméricains (PRTC). Il s'agissait d'une guérilla d'inspiration marxiste-léniniste avec une forte influence de la Théologie de la libération, luttant pour s'emparer du pouvoir central, réaliser une réforme agraire et édifier une société « socialiste » dans le pays. Le FMLN a compté dans ses rangs plusieurs dizaines de milliers de personnes au fil des 22 ans de lutte armée, dont 12 de guerre « ouverte ». Les gouvernements successifs, démocrate chrétien puis d'extrême-droite liée aux Escadrons de la mort, n'ont « tenu » que grâce à une aide militaire et financière nord-américaine multimillionnaire. Le conflit aura tué environ 90 000 personnes, déplacé environ un million d'autres (une personne sur six). En 1992, à la suite d'accords de paix, le FMLN se démobilise et se transforme en parti. C'est alors qu'apparaît un fort mouvement des femmes, dont toute une partie s'oriente rapidement vers le féminisme.

⁴ Ce travail s'appuie sur plus de deux ans d'observation participante au Salvador (1992-1994). J'y ai réalisé 30 interviews en profondeur avec différentes militantes révolutionnaires. J'ai assisté à des dizaines de rencontres et d'ateliers divers et participé très activement au mouvement des femmes du pays. Enfin, j'ai fait un large usage des témoignages « officiels » (textes militants) ou artistiques (roman, poèmes...) et des conversations informelles dans le cadre amical et/ou politique — pour plus de détails, on verra notamment ma thèse (1997b).

Quand la dénonciation du « machisme culturel » cache les rapports sociaux de sexe

Les organisations du FMLN ne font aucune analyse en termes de rapports sociaux de sexes. Toute leur attention se porte sur les rapports d'exploitation de classe. Les femmes sont intégrées dans ce schéma explicatif selon leur condition de classes : le FMLN reconnaît l'exploitation particulière de certaines — les ouvrières, les paysannes, les vendeuses des marchés et même parfois les employées domestiques. Il affirme aussi, dans la droite ligne d'Engels, que la subordination des femmes est liée à l'avènement de la propriété privée et de l'Etat. Mais il évite de parler directement d'oppression des femmes et à plus forte raison de système patriarcal. A la place, il évoque le « machisme ». Cette expression est une espèce de fourre-tout dont l'imprécision met tout le monde d'accord. Le machisme est présenté comme un trait culturel — idéologique et non pas matériel, politique, ni social —, qui plus est, archaïque, comme le signale une femme :

« [Le machisme] ce sont des coutumes d'avant : ils nous apprenaient que le garçon avait droit à tout et la pauvre femme était toujours leur esclave — seulement eux devant, d'abord eux, avant et en premier eux. » (Cañas, 1989)

Le machisme est une scorie du vieux système capitalisme sur les cendres duquel naîtra la société future. Le FMLN admet d'ailleurs que des attitudes machistes persistent en son sein, quoique de manière moindre que dans le reste de la population. Il est souvent attribué aux origines bourgeoises de certain-e-s révolutionnaires. Ce discours fait alors d'une pierre deux coups, permettant de stigmatiser au passage des valeurs bourgeoises, comme l'exprime la sœur d'Eugenia, une jeune militante urbaine des premières heures, assassinée par l'ennemi. Son histoire édifiante, narrée par la célèbre écrivaine salvadorienne, Claribel Alegría, a vocation à servir d'exemple. Ainsi, la sœur d'Eugenia affirme :

« Nos compagnons participent aux tâches domestiques. Nous venons de familles où les hommes ne font rien. Nos compagnons aussi sont d'extraction bourgeoise, mais ils ont dû changer. L'organisation te change. » (Alegría, Flakoll, 1987, p 85)

D'autres fois, le machisme est attribué au traditionalisme paysan. L'indulgence est alors plus grande, car les paysans sont l'image même de ce peuple misérable et opprimé au nom de qui et avec qui lutte le FMLN. Toujours est-il que de manière générale, le FMLN reconnaît l'existence du machisme, la déplore et se propose de le combattre en même temps que tout ce qui caractérise le système capitaliste-bourgeois, afin de développer la participation des femmes. Ce discours lui permet d'attirer les femmes, qu'il invite à lutter *avec lui* contre le machisme. Mais attention : ce seront elles les principales responsables de cette lutte interne, comme premières affectées, mais aussi parce qu'elles sont souvent présentées comme machistes elles-mêmes et donc en définitive, en partie responsables de leur propre oppression, comme le dit Imelda, une paysanne du PRTC :

« Le respect dépend de l'attitude qu'a chacune. Quelquefois, nous fomentons le machisme⁵. »

La participation, droit et devoir des femmes

Ce sont donc les femmes qui sont invitées à lutter pour s'imposer. Le FMLN semble tout disposé à les aider, puisqu'il leur demande même de participer davantage, comme dans cette interview de la commandante Mercedes del Carmen Letona (ERP) :

« Dans le cadre de la lutte, il n'y a pas de différence d'opportunités [entre les femmes et les hommes]. Nous croyons que la femme, indubitablement, doit avoir en ce moment un rôle de plus

⁵ Interview personnel avec Imelda, ex-guérillière du PRTC, paysanne, 16 octobre 1992, campement provisoire de démobilisation du PRTC, Nacaspilo (Salvador).

grande intégration dans la vie du pays dans tous ses domaines : à la vie politique, sociale, économique. » (Carter, Loeb, 1989)

Ce discours va droit au cœur de toutes sortes de femmes, que la soif de participation et de justice amène à exiger au fur et à mesure de leur parcours révolutionnaire des conditions d'égalité avec les hommes. De fait, le FMLN incorpore de nombreuses femmes à des tâches non-traditionnelles. Preuve ultime de l'égalitarisme du FMLN : l'accès aux armes et aux postes de direction, comme dit Dorotea :

« Je ne me sentais pas traitée différemment parce que j'étais une femme. Bien sûr, toutes les femmes n'arrivaient pas à des postes de direction, nous n'y arrivions que celles qui laissons tout et qui nous consacrons complètement à la guerre. [...] Je pensais qu'au sein de la gauche on nous traitait de façon égale parce qu'on nous laissait prendre les armes⁶. »

En réalité, la division sexuelle du travail était, à bien des égards, extrêmement traditionnelle, comme nous l'avons déjà longuement montré par ailleurs (Falquet, 2005, 2003b). Pourtant, l'exhortation du FMLN à « l'engagement total » a touché particulièrement les femmes, malgré les difficultés objectives qu'elles devaient affronter pour s'impliquer corps et âme.

Prolétarisation, transformation de soi et transmutation des intérêts des femmes

Pour le FMLN, le sujet révolutionnaire n'a qu'un seul visage : celui du peuple, concept flou qui s'impose pourtant assez vite comme une évidence. En effet, la foi chrétienne et la théologie de la libération ont « popularisé » cette notion en unissant conceptuellement la communauté des fidèles, le peuple qui sera sauvé et le peuple pauvre. Le marxisme-léninisme salvadorien accepte sans trop de difficultés cette notion qui synthétise très heureusement la vaste alliance ouvrière-paysanne, populaire en un mot, que préconise le FMLN.

Les femmes qui s'incorporent devront donc faire en sorte d'entrer dans une de ces trois catégories : paysanne, ouvrière ou populaire. Si elles n'en font pas partie « naturellement », elles devront s'y fondre. Le mot-clé à l'époque est celui de « prolétarisation », comme l'explique Rodrigo, le responsable d'Eugenia :

« Eugenia est passée par un processus de prolétarisation, mais pas un processus romantique. Son travail à la campagne a été quelque chose d'extraordinaire. [...] Elle avait la qualité de s'immerger dans la problématique, de partager la vie et la situation des compagnons, des paysans, sans qu'advienne aucun conflit. » (Alegría, Flakoll, 1987, p. 39)

La « prolétarisation » implique en fait de s'immerger dans, de se confondre avec, les intérêts du peuple —un peuple essentiellement composé d'hommes. Sur le plan subjectif, les femmes intériorisent cette nécessité de fusion avec l'identité populaire —non sans une certaine confusion, comme le montre le cas d'Eugenia. En effet, c'est en se mêlant intimement à ce peuple masculin qu'elle atteint pleinement son identité personnelle de femme, comme le rapporte son mari et camarade, Javier :

« Eugenia disait que son développement comme femme, elle le devait à trois éléments : la découverte de son peuple, les souffrances de son peuple et la lutte libertaire [sic] de son peuple, à laquelle elle s'est incorporée. » (Alegría, Flakoll, 1987, p. 75)

⁶ Interview personnel avec Dorotea, ex-guérillière urbaine des FPL ayant exercé des responsabilités politico-militaires puis dans le mouvement social, 11 novembre 1992, San Salvador.

Le FMLN lutte pour le peuple. Les femmes qui luttent avec lui luttent donc aussi pour le peuple et surtout en tant que peuple. Leurs intérêts comme femmes et en tant que membres du peuple sont présentés comme confondus, comme explique Javier :

« Eugenia estimait que dans le capitalisme, réellement la femme est écrasée, violée, usurpée et que l'unique espoir qu'elle avait pour arriver à être une femme, c'était de s'incorporer à la lutte pour une société nouvelle, une société socialiste. La libération de la femme va avec le triomphe socialiste. » (Alegría, Flakoll, 1987, p. 87)

La révolution est indispensable avant toute chose : les intérêts des femmes seront atteints grâce à la poursuite des intérêts du peuple. Ou plus exactement —et la distinction est capitale— la révolution est la condition préliminaire pour que les femmes puissent ensuite continuer à lutter pour leurs propres revendications.

Amour et sacrifice : un nouvel idéal de féminité, austère et responsable

Le FMLN offre aux femmes une double perspective de lutte et de sacrifice. D'abord avec le peuple et ensuite pour elles-mêmes. La socialisation « altruiste » des femmes les amène « tout naturellement » à reconnaître comme leurs les intérêts des autres. Passer des intérêts des hommes de leur famille à ceux de la communauté, du peuple ou du FMLN, ne leur demande qu'un effort d'échelle. C'est bien ce que dit Norma Guirola, importante militante urbaine du PC :

« En général, l'activité révolutionnaire est un grand acte d'amour, qui signifie consacrer et donner le meilleur dont on soit capable au bénéfice d'une grande cause, dans l'intérêt d'une grande famille : l'humanité. » (CeMujer, 1992, pp. 123-124)

Le sacrifice ne leur fait pas peur, surtout si on flatte leur sens de la responsabilité collective et du devoir. Car participer n'est pas seulement un droit des femmes, c'est aussi leur devoir, leur mission, en tant qu'éducatrices et rédemptrices du peuple, de la communauté et des hommes. Ces notions entrent en résonance avec leur éducation catholique. Le FMLN leur fournit un nouvel idéal de féminité positive, où la rédemption viendrait d'un sacrifice : l'abandon de la féminité traditionnelle — considérée comme consumériste-bourgeoise— la coquetterie, l'individualisme. En revanche, les militantes doivent continuer à assumer le noyau dur de la féminité —la maternité et ses corollaires, la domesticité et l'amour altruiste. Norma Guirola résume bien cette injonction :

« Que la femme rompe les schémas de l'idéologie bourgeoise à propos de son rôle comme femme et dans la vie familiale, c'est quelque chose de très important [...] pour la révolution. [...] Quand les femmes avancées, révolutionnaires, agissent de manière différente, nous démontrons qu'être révolutionnaire ce n'est pas être un extraterrestre, quelqu'un de bizarre, mais que la vie d'une révolutionnaire est une vie commune. Seulement qu'elle est plus riche, plus intense et plus utile. Ce sont des femmes à qui n'est pas inconnu non plus le travail de la maison, l'amour, les enfants. » (CeMujer, 1992, p. 123)

Amoureuses et responsables à la fois, les femmes doivent en tout état de cause, à la différence des hommes, continuer à s'assurer de la survie de leur famille, même si c'est au détriment de leur participation directe à la lutte, comme le montrent ces propos d'une femme des quartiers marginaux de la capitale :

« Notre organisation ne s'occupe jamais de nous sur le plan économique, chacun doit voir comment il se finance. Notre avant-garde ne nous dira jamais : vous allez avoir des maisons, vous allez vivre confortablement : chaque personne qui s'intègre doit être un révolutionnaire absolument désintéressé. A chaque moment, il faut voir comment on peut se donner aux autres. C'est ainsi que moi, je n'ai jamais pu m'incorporer à temps complet. [...] Mon mari s'était déjà incorporé et nous ne pouvions pas le faire tous les deux, parce qu'il fallait s'occuper de la maison et du ménage. » (Cañas, 1989)

Ainsi, le FMLN demande aux femmes de participer, corps et âme, en abandonnant tout égoïsme et toutes formes de féminité « bourgeoise ». Simultanément, faisant appel aux ressorts du devoir et de l'amour (maternel-familial et sacrificiel), il leur demande d'assurer elles-mêmes leur survie économique et matérielle, ainsi que celle de leur famille, voire de leurs compagnons guérilleros et même parfois de la guérilla elle-même —en ce qui constitue un remarquable exemple de tentative d'appropriation collective des femmes.

2. Autonomisation des femmes et de leur mouvement : éléments déclenchant et contexte de possibilité

Dans le contexte de ce discours du FMLN et de ses pratiques réelles, des femmes se sont pourtant organisées « comme femmes », d'abord au sein du FMLN, puis en dehors de lui⁷. Nous verrons ici d'abord comment un certain nombre de contradictions et d'injustices font réagir certaines femmes, puis comment le type de révolution qu'elles proposent en fonction de la combinaison de leurs intérêts de classe *et de sexe*, est écarté sciemment par le FMLN. Nous analyserons ensuite rapidement les conditions de possibilité d'une prise d'autonomie des femmes.

Pendant la guerre, premiers points d'achoppement

Dans les fronts de guerre, surtout ruraux, des problèmes concrets apparaissent rapidement, qui poussent certaines femmes à s'organiser et/ou convainquent le FMLN qu'il faut faire quelque chose. D'abord, des questions liées à la physiologie féminine et à la gestion patriarcale de la sexualité : la nécessité d'obtenir des serviettes hygiéniques et de recourir à des contraceptifs, voire à des avortements (les deux étant parfois imposés aux femmes contre leur gré). Le harcèlement sexuel, la violence et le viol, tout particulièrement perpétrés par les compagnons d'armes, provoquent également des réactions, comme la création de bataillons sexuellement ségrégués (notamment le bataillon Silvia du PC, composé exclusivement de femmes). Il s'agit là de questions que le FMLN est autant intéressé à régler que les femmes elles-mêmes, car il s'agit de maximiser l'efficacité des combattant-e-s (Falquet, 1996, 1997a).

Mais surtout, ce qui renforce leur motivation à s'organiser en tant que femmes, c'est la répartition inégalitaire du travail « domestique » dans les campements et la non-reconnaissance de l'apport décisif des femmes dans tous les domaines, militaires comme quotidiens (le tiers des guérillères faisant en fait... la cuisine pour leur camarades (Fundación 16 de enero, 1993)), et en parallèle, la tendance au non-respect de l'autorité des femmes possédant des grades militaires et leur très faible promotion : aucune n'est devenue commandante pendant toute la guerre. Comme s'en souvient une ex-combattante :

« Je sentais des attitudes de discrimination qui me mettaient très en colère. Une fois, j'ai monté une opération, c'était moi la responsable totale. Tout s'est passé à merveille. Un jour avant, mon compagnon était arrivé dans notre front. Lui, il était responsable de la zone, et rien que pour ça c'est à lui qu'on a attribué tout le mérite de l'opération. C'est lui que la Radio Venceremos a interviewé. Personne, même pas lui, ne fit allusion à ma participation. »
(Garaízabal, Vásquez, 1994)

En ce qui concerne les organisations « populaires » urbaines, civiles, l'expérience de la CONAMUS est particulièrement révélatrice. Clandestinement liée aux FPL, cette organisation de

⁷ Il existe des organisations de femmes depuis bien longtemps au Salvador. Dès 1945, paraît un journal intitulé *Tribuna Feminista*, lié aux luttes des femmes pour le droit de voter et d'être élues. En 1979, naissait dans le sillage des FPL, l'AMES (*Asociación de mujeres de El Salvador*), qui se revendique d'abord à la fois révolutionnaire et féministe. Mais à partir de 1981, en vue de l'effort de guerre, AMES se recentre sur ses objectifs révolutionnaires, avant de disparaître vers 1984 (Navas Turcio, 1987).

femmes apparaît en 1986 et se revendique assez rapidement du féminisme. Nous nous baserons ici sur les récits de deux importantes protagonistes du groupe : Catalina, l'une des fondatrices et Mina, responsable — officieuse — du groupe pour le parti dans les premières années.

Après un temps de tâtonnements et tout en continuant à réaliser d'autres activités plus classiques (organisation et appui aux femmes « populaires », mobilisations contre la répression et pour la paix), la CONAMUS décide d'ouvrir une clinique-refuge pour les femmes victimes de violence. Mina réalise d'ailleurs à l'époque, pour ses études, la première recherche jamais faite au Salvador sur la violence domestique. Ce travail de la clinique « radicalise » la CONAMUS et l'amène à remettre en cause la lecture du FMLN de la violence, comme le rappelle Mina :

« C'est à la CONAMUS qu'on doit que ce problème [de la violence] ait été rendu visible au Salvador. Cela nous a causé des problèmes : pour beaucoup, la guerre était l'unique forme de violence, la torture politique. Or, la CONAMUS a commencé à parler de la violence domestique et sexuelle comme problèmes politiques⁸. »

Les frictions avec le parti ne tardent pas, car non seulement la CONAMUS pose la violence domestique comme problème politique « concurrent » de ceux que pose le FMLN, mais en plus, elle s'attaque directement à ses auteurs, fussent-ils des hommes « de gauche ». Toujours est-il que matériellement, le parti ne s'investit guère dans le projet de foyer pour les femmes victimes de violence domestique :

« Pour le foyer-auberge, la direction — en particulier certaines personnes — ne voulait même pas donner le minimum pour qu'on puisse fonctionner. La direction disait que nous dépensions beaucoup. Pour réduire les frais, j'en suis arrivée à devoir me charger moi-même de la répartition du savon dans le foyer⁹. »

Les femmes se serrent donc la ceinture. Pourtant, l'argent rentre au parti, notamment grâce à des projets déposés « pour les femmes » :

« On avait des difficultés alors que je voyais très bien qu'il y avait de l'argent : j'étais au courant de la gestion économique antérieure et à ce moment-là je m'occupais de beaucoup des gens qui appuyaient le foyer¹⁰. »

On peut analyser ces pratiques (le parti piochant allègrement dans l'argent récolté au nom des « ses organisation de femmes »), comme de l'exploitation économique par un collectif mixte à hégémonie masculine, d'un collectif exclusivement féminin. La CONAMUS résiste avec lucidité :

« [Nous étions agacées par] la volonté de nous faire signer des textes que nous n'avions pas écrits. Mais le vrai fond, c'était que nous ne donnions pas d'argent quand n'importe quel type venait nous en demander juste parce que c'était un dirigeant politique, n'est-ce pas. Même avec le parti, dans ce domaine, la relation avait ses limites¹¹. »

En effet, selon Mina, le problème de fond est l'attention différentielle que le parti accorde à chaque « secteur » du mouvement populaire qu'il contrôle. Les organisations de femmes sont discriminées et mises en lisière, alors même (ou d'autant plus ?) qu'elles sont mieux organisées, plus propositives et moins béni-oui-oui que les autres — qui répercutent sans broncher la ligne du parti :

⁸ Interview personnel avec Mina, novembre 1992, San Salvador.

⁹ Idem.

¹⁰ Idem.

¹¹ Idem.

« Le parti a toujours pratiqué la discrimination, même dans l'attention qu'il apportait à la CONAMUS. Pourtant, nous étions le secteur qui lui donnait le plus, par exemple sur le plan économique. Il y avait des secteurs qui coûtaient au parti, mais comme ils faisaient exactement ce que le parti disait, alors eux oui. Bien qu'ils aient moins de bases sociales, qu'ils n'aient aucun discours, qu'ils soient déconsidérés au niveau national et qu'ils n'aient aucun poids, ça ne faisait rien : le parti s'en occupait¹². »

Or, ces choix discriminatoires délibérés n'étaient pas dictés par la détermination objective des priorités de lutte ou une analyse serrée des secteurs révolutionnaires les plus dynamiques, mais tout simplement par une manière très traditionnelle de faire de la politique :

« En plus, au niveau de la coordination du mouvement populaire, il y a des alliances, des groupes de pouvoir, surtout entre hommes, et les femmes qui sont là-dedans, elles appuient les hommes¹³. »

Ce n'est pas pour autant que Mina rejette en bloc la lutte du FMLN, dans lequel elle continue de militer jusqu'à la fin de la guerre. Par contre, elle conclut très nettement que pour son groupe, l'indépendance était la meilleure chose :

« Nous pensions que si l'organisation [le parti] nous appuyait, nous pourrions développer davantage le projet de travail de la CONAMUS. Mais cela s'est passé autrement. Les deux premières années ont été plus intéressantes, quand nous avançons seules, sans appui financier particulier : il y avait plus de liberté¹⁴. »

On voit à travers l'exemple de la CONAMUS que les Salvadoriennes qui peu à peu remettent en cause la logique du parti, ne le font nullement sur des bases identitaires ou psychologiques, mais à propos de questions très concrètes comme la répartition des ressources financières de l'organisation. Loin de faire primer une *identité* (de femme) sur une autre (de peuple, de révolutionnaire), elles réalisent une *analyse politique* et constatent qu'en tant qu'organisation de femmes, l'autonomie leur donne plus de possibilités d'aller dans le sens de la révolution telle qu'elles la conçoivent *elles*. Cependant, c'est aussi tout un contexte qui permet cette autonomisation.

L'importance du contexte : les possibilités de la « dépoliarisation » de l'après-guerre

Pendant la guerre déjà, un groupe comme la CONAMUS décida de se revendiquer comme féministe, prenant une certaine autonomie idéologique face au parti. Cela ne fut pas facile, non pas tant parce que le projet féministe leur déplaisait mais à cause du qu'en dira-t-on, une arme particulièrement dissuasive en ces terres si catholiques. L'audace de la CONAMUS fut rendue possible par le contexte international et plus particulièrement par l'observation de l'échec relatif des femmes dans le Nicaragua tout proche, comme Catalina s'en souvient :

« Un autre thème était celui du féminisme. C'était très délicat. Presque toutes les promotrices et l'équipe de direction, nous observions le processus nicaraguayen. Ce n'était pas grand chose, mais il y avait un processus. Mais la situation des femmes n'avait pas changé. Cela nous amenait à questionner cette réponse toute faite — que la situation des femmes changera quand il y aura un changement structurel. [...] Il existait des préjugés par rapport au terme de féminisme. On disait qu'il n'était pas opportun de les affronter à ce moment-là : les féministes

¹² Idem.

¹³ Idem.

¹⁴ Idem.

*étaient considérées comme des femmes en faveur de l'avortement, lesbiennes et toutes ces choses difficiles à aborder*¹⁵. »

Cependant, c'est d'abord le contexte national qui a été primordial. Ce n'est pas un hasard si la CONAMUS naît et se développe dans un moment de « creux » de la guerre. Et surtout, si c'est après la guerre que fleurit le mouvement féministe proprement dit (Falquet, 2002). En effet, il fallait d'abord la lente décrue de ce qu'Ignacio Martín Baró a nommé la « polarisation » politique liée à la guerre, qui sépare la société en deux camps opposés et étanches dont l'un est « ami » et l'autre « ennemi » (1990). Peu à peu, avec la démobilisation, la démilitarisation (partielle) du pays et le déclin des pratiques de clandestinité et d'opacité totale des mécanismes de prises de décision, la « dépoliarisation » politique a permis la réouverture d'un espace civil, pour le mouvement social. Deux autres éléments contextuels ont joué un rôle important dans l'autonomisation idéologique et organisationnelle du mouvement des femmes, que les groupes féministes ont su utiliser pour créer un véritable mouvement (Falquet, 2002).

D'abord, l'horizon électoral interne : des élections générales devaient avoir lieu après deux ans de « transition », au printemps 1994. Les organisations féministes et de femmes se rassemblèrent alors dans *Mujeres 94*, pour élaborer une plate-forme de revendications, à présenter à l'ensemble des partis. *Mujeres 94* réussit avant toutes les autres organisations sociales et politiques à doter les femmes d'une plate-forme, élaborée de manière collective, en recueillant l'apport de *l'ensemble* des organisations de femmes du pays. Loin de se baser sur une vision abstraite de « La Femme », cette plate-forme incluait des revendications concernant toutes sortes de femmes en termes de classe, « race », ethnicité, sexualité : des Indiennes aux prisonnières, des lesbiennes aux prostituées, sans oublier les fillettes, les paysannes, les femmes des marchés, les travailleuses domestiques et les ouvrières (*Mujeres 94*, 1993).

Ensuite, une conjoncture internationale favorable permettant des changements d'alliances, soit avec d'autres mouvements féministes, soit avec les Institutions internationales, qui tentent justement à l'époque de se positionner comme « alliées des femmes » dans le nouveau monde « unipolaire » d'après la défaite du « socialisme » (Falquet, 2003a). Or, les Salvadoriennes prennent en charge l'organisation de la 6^{ème} rencontre féministe continentale en novembre 1993, s'appuyant sur cette dynamique pour développer le féminisme dans le pays, avec le concours d'autres organisations féministes de la région. Certains groupes bénéficient alors de financements d'agences de coopération internationale, surtout d'agences social-démocrate européennes spécialisées dans le domaine du « genre », notamment pour construire un « féminisme centraméricain » — le projet de la *Corriente*. Par la suite, la préparation de la conférence Onusienne de Pékin constitua une autre source de financement et de légitimation importante pour toute une partie du mouvement. Même si un courant « féministe autonome » se forma pour critiquer vigoureusement cette tentative de récupération Onusienne, la dimension néo-impérialiste de ces financements et les dangers de l'institutionnalisation et de dépolitisation du mouvement (Collectif, 1997), force est de constater que certains groupes de femmes profitèrent de ces financements pour s'éloigner du parti.

Ainsi, les causes et les effets de l'autonomisation des organisations de femmes salvadoriennes sont multiples et se sont répondu en cascade pour produire un éloignement progressifs des femmes envers le parti, parfois jusqu'à la rupture totale. Cette rupture a pu se produire dans un contexte politique national « dépoliarisé », grâce à une pratique active des femmes elles-mêmes, impliquant (1) une substitution d'alliances (du parti vers d'autres mouvements de femmes et/ou d'autres acteurs politiques comme les institutions internationales), et simultanément (2) la création d'unité interne autour de revendications communes, larges et concrètes comme celles de la plateforme des femmes, et l'appropriation progressive d'outils d'analyse féministes à l'issue d'un processus d'auto-formation appuyé par de nombreuses féministes de la région et du reste du monde.

¹⁵ Interview personnelle avec Catalina, octobre 1992, San Salvador, ex-révolutionnaire urbaine des FPL, ayant occupé d'importantes responsabilités politiques dans le mouvement social, 1992.

Conclusion

Quelles leçons tirer de l'histoire salvadorienne? D'abord, la sociologie doit continuer à analyser les rapports sociaux de sexe qui sous-tendent les mouvements sociaux. Elle doit travailler sur les discours de légitimation de ces mouvements *et* sur le contexte matériel qui leur permet, ou non, d'arraisonner les femmes pour les mettre au service de projets de société globaux qui n'incluent que très partiellement, voire pas du tout, leurs intérêts et leurs espoirs en tant que femmes.

Cependant, les femmes ne sont pas un groupe naturel, ni un groupe d'intérêt allant de soi. C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles, contrairement à ce que des lectures hâtives et réductrices laissent penser, le mouvement féministe n'est pas un mouvement identitaire. Il est traversé de courants variés, les plus visibles étant généralement les plus conservateurs (identitaires, valorisation de La Femme), ce qui ne doit pas masquer les analyses de courant plus radicaux (mouvement de libération des femmes et pour l'abolition *des rapports sociaux de sexe patriarcaux*). Dans ce cas précis, nous avons vu que ce ne sont pas des questions « identitaires » qui ont poussé certaines Salvadoriennes à développer d'autres luttes et d'autres analyses que celles proposées par le FMLN : c'est le constat de discriminations concrètes, de violences, le refus de l'exploitation économique par le parti et enfin la conscience d'être *délibérément mises à l'écart de la définition du projet révolutionnaire*, en dépit de leur engagement total, enthousiaste et propositif, qui a éloigné certaines femmes et les a poussées vers le féminisme.

En d'autres termes, l'exemple salvadorien nous permet de constater que les mouvements sociaux ne se font pas tant sur la base d'identités, que selon des projets politiques et dans un contexte national et international. En particulier, l'existence d'un espace politique et social autonome où les mouvements sociaux puissent vivre, en dehors de la polarisation imposée notamment par les contextes de guerre (ouverte ou « de basse intensité »), est une condition particulièrement importante pour que les femmes (et d'autres groupes sociaux) puissent résister à l'appropriation de leurs mouvements et à l'alignement obligé avec tel ou tel camp. Malheureusement, le contexte international actuel est peu favorable. En effet, l'état de « guerre anti/terroriste permanente » imposé depuis le 11 septembre 2001 par « l'axe du Bien » conduit à une polarisation politique croissante, à la fois à l'échelle internationale et dans chaque pays. Les femmes font partout l'objet de tentatives d'appropriation chaque fois plus insistantes dans un espace politique raréfié, par les Etats et les Institutions internationales d'un côté, de l'autre par les mouvements le plus souvent d'obédience nationaliste et/ou religieuse qui se targuent de constituer les principales alternatives. Imaginer et défendre des projets politiques propres n'en est que plus important.

Bibliographie

Alegría C., Flakoll D. J., *No me agarran viva, La mujer salvadoreña en la lucha*, San Salvador, UCA Editores, 1987.

Cañas M., *Maltrato físico a la mujer salvadoreña*. San Salvador, Tesis para la licenciatura en sociología, UCA, 1989.

Carter B., Loeb D., *A dream compels us. Voices of Salvadoran women*, San Francisco, New America Press, 1989.

CeMujer, *Norma, vida insurgente y feminista*, San Salvador, Edition CeMujer, 1992.

Collectif, *Permanencia voluntaria en la utopía. El feminismo autónomo en el VII Encuentro feminista latinoamericano y del Caribe, Chile, 1996*, México, La Correa Feminista, 1997.

Falquet J., « Trois questions aux mouvements sociaux 'progressistes'. Apports de la théorie féministe à l'analyse des mouvements sociaux », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 24, n° 3, 2005, p. 18-35.

Falquet J., « Femmes, féminisme et 'développement' : une analyse critique des politiques des institutions internationales », Bisilliat J. (dir.), *Regards de femmes sur la globalisation. Approches critiques*, Paris, Karthala, 2003a, p. 75-112.

Falquet J., « Division sexuelle du travail révolutionnaire : réflexions à partir de la participation des femmes salvadoriennes à la lutte armée (1981-1992) », *Cahiers d'Amérique Latine*, n° 40, Paris, IHEAL-CNRS, 2003b, p. 109-128.

Falquet J., « Le mouvement des femmes dans la 'démocratisation' d'après guerre au Salvador », *Les Cahiers du Genre*, n° 33, GEDISST-CNRS, 2002, p. 179-200.

Falquet J., « Les Salvadoriennes et la guerre civile révolutionnaire », *CLIO*, n° 5, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 1997a, p. 117-131.

Falquet J., *Femmes, projets révolutionnaires, guerre et démocratisation : l'apparition du mouvement des femmes et du féminisme au Salvador (1970-1994)*, thèse de doctorat de sociologie, Paris, IHEAL-Paris 3, 1997b.

Falquet J., « Entre rupture et reproduction : femmes salvadoriennes dans la guerre révolutionnaire (1981-1992) », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 17, n° 2, 1996, p. 5-38.

Fundación 16 de enero, *Diagnóstico de la situación actual de la mujer ex-combatiente*, San Salvador, F-16, UNICEF, PRODEPAS, PACT, Secretaría de reconstrucción nacional et AID, 1993.

Galerand E., « Retour sur la genèse de la Marche mondiale des femmes (1995-2001). Rapports sociaux de sexe et contradictions entre femmes », *Cahiers du Genre*, n° 40, 2006, p. 163-182.

Garaízabal C., Vásquez N., *El dolor invisible de la guerra. Una experiencia de grupos de auto-apoyo con mujeres salvadoreñas*, Madrid, Talasa, 1994.

Kergoat D., Imbert F., Le Doaré H., Senotier D., *Les infirmières et leur coordination, 1988-1989*, Paris, Lamarre, 1992.

Martín Baró I. (compilateur), *Psicología social de la guerra: trauma y terapia*, San Salvador, UCA, 1990.

Mathieu N. C., « Quand céder n'est pas consentir. Des déterminants matériels et psychiques de la conscience dominée des femmes, et de quelques-unes de leurs interprétations en ethnologie », Mathieu N.-C. (dir.), *L'arraisonnement des femmes. Essais en anthropologie des sexes*, Paris, éd. de l'EHESS, 1985, p. 169-243.

Molyneux M., « Mobilization without emancipation? Women's interests, state and revolution in Nicaragua », *Feminist Studies*, vol. 11, n° 2, 1985, p. 227-255.

Mujeres 94, *Plataforma de las Mujeres Salvadoreñas*, San Salvador, Mujeres 94, 1993.

Navas Turcios M. C., *Las organizaciones de mujeres en El Salvador, 1975-1985*, México, Tesis para la Maestría en Estudios latinoamericanos, UNAM., 1987.

Randall M., *Gathering rage, The failure of twentieth century revolution to develop a feminist agenda*, New York, Monthly Review Press, 1992.

Yuval Davis N., *Gender and Nation*, Londres, Sage Publications, 1997.